



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2014 définitive



MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	18
Dette financière de l'Etat .....	19
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>20</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -85,56 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2014 s'élève à -85,56 Md€ contre -74,93 Md€ à fin décembre 2013 à périmètre constant. Cette évolution s'explique, au niveau du budget général,

par la baisse des recettes (-6,10 Md€), la hausse des dépenses (+4,12 Md€) et par la variation du solde des comptes spéciaux (-0,41 Md€).

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 302,88 Md€

### Les principales dépenses de l'année

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 65,11 Md€ imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (49,90 Md€) ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 47,10 Md€ dont 43,16 Md€ consacrés au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Défense** : 39,87 Md€ dont 23,40 Md€ dédiés au programme « Préparation et emploi des forces » et 9,67 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 30,55 Md€ dont 12,74 Md€ au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Sécurités** : 18,10 Md€ partagés essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 9,47 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 8,08 Md€ ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 14,32 Md€ dont 11,53 Md€ pour le programme « Handicap et dépendance ».

Les dépenses nettes à fin décembre 2014 s'élèvent à 302,88 Md€ contre 298,76 Md€ à fin décembre 2013 à périmètre constant. Cette évolution résulte essentiellement des hausses des dépenses d'investissement, d'intervention et d'opérations financières (respectivement +1,15 Md€, +3,80 Md€ et +3,04 Md€ notamment en raison des nouvelles dépenses d'investissement d'avenir) ainsi que de l'augmentation des dépenses de personnel

(+1,34 Md€). Ces évolutions sont compensées partiellement par la baisse des dépenses de fonctionnement (-3,48 Md€ notamment dus à l'augmentation de capital en 2013, de la Banque européenne d'investissement ainsi qu'au versement en 2013 de deux tranches de dotation au Mécanisme européen de stabilité contre une seule en 2014) et celle des charges de la dette de l'Etat (-1,73 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 217,17 Md€

### Les principales recettes de l'année (nettes de R et D\*)

TVA : 138,35 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 69,22 Md€ ;

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 35,33 Md€ ;

**Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 19,11 Md€ dont 8,87 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -54,43 Md€ ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -20,35 Md€.



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 274,31 Md€

Elles s'élevaient à 284,06 Md€ à périmètre constant à fin décembre 2013, soit une baisse de 9,75 Md€. Cet écart s'explique notamment par la diminution des recettes nettes d'IS (-11,83 Md€) en raison des effets conjugués de la baisse des recettes brutes et de la hausse des remboursements et dégrèvements qui s'explique en particulier, par l'entrée en vigueur du crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi (CICE).

En outre, on constate une baisse des autres impôts directs perçus par voie de rôles (-1,51 Md€) suite à

l'affectation aux collectivités locales en 2014 d'une partie des frais de gestion des impôts locaux.

Néanmoins, les recettes nettes d'IR et de TVA sont en hausse, respectivement de 2,24 Md€ et de 2,05 Md€. On note également une progression des recettes d'enregistrement, timbre et autres contributions indirectes de 0,84 Md€ due notamment à l'augmentation des mutations à titre gratuit entre vifs (+0,35 Md€) et par décès (+0,34 Md€).

### Recettes non fiscales : 13,95 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2014 s'élèvent à 13,95 Md€ contre 13,71 Md€ à fin décembre 2013 à périmètre constant. Cette variation s'explique surtout par l'augmentation des

recettes diverses (particulièrement l'encaissement en 2014 de prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -74,77 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -74,77 Md€ à fin décembre 2014 contre -78,02 Md€ à fin décembre 2013. Cette variation s'explique par les baisses, par rapport à l'an passé,

des prélèvements au profit de l'Union européenne pour 2,11 Md€ et de ceux au profit des collectivités territoriales pour 1,14 Md€.

### Fonds de concours : 3,69 Md€

Les fonds de concours s'élèvent à 3,69 Md€ à fin décembre 2014 contre 3,52 Md€ à fin décembre 2013, soit un écart de 0,17 Md€ (essentiellement dû

à l'augmentation de la participation des partenaires du ministère chargé du logement).

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 0,16 Md€

Au 31 décembre 2014, le solde des comptes spéciaux s'établit à 0,16 Md€ contre 0,56 Md€ en décembre 2013.

Cette évolution découle essentiellement de la baisse du solde des comptes d'affectation spéciale (-0,39 Md€). En effet, la dégradation des soldes des comptes « Participations financières de l'Etat » (-1,64 Md€) et « Participation de la France au désendettement de la Grèce » (-0,51 Md€) n'est que partiellement compensée par l'amélioration des soldes des comptes « Gestion et valorisation des

ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de l'Etat » (+1,07 Md€) et « Pensions » (+0,42 Md€).

S'agissant du solde des comptes de concours financiers, la dégradation du solde du compte « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (-1,08 Md€ essentiellement dû aux dépenses d'investissement d'avenir) est neutralisée par l'amélioration du solde du compte « Avances aux collectivités territoriales » (+1,21 Md€).



### Correspondants du trésor et personnes habilitées au 31 décembre : **94,05 Md€**

Les dépôts des correspondants du Trésor et personnes habilitées ont diminué de 1,32 Md€ sur l'année 2014. Cette évolution résulte notamment des baisses des placements sur les comptes à terme (-3,87 Md€) et des dépôts des gouvernements

étrangers et organismes à l'étranger (-1,16 Md€) pondérées par les hausses des dépôts des établissements publics nationaux (+2,37 Md€) et des communautés européennes (+1,74 Md€).

### Dettes financières de l'Etat au 31 décembre : **1 532,32 Md€**

Les flux nets positifs enregistrés, pendant l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 129,60 Md€) et les BTF (émissions nettes de

1,44 Md€). Le montant des BTAN a diminué de 60,70 Md€ au cours de l'exercice 2014.



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		Renvoi Page
	2014	2014	2013 retraité 2013 exécuté	
unité : million d'€.				
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-88 967	-85 555	-74 931 -74 868	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	304 797	302 883	298 762 298 648	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	215 786	217 172	223 270 223 219	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	68 299	69 224	66 982 66 982	
- IS *	34 564	35 328	47 157 47 157	
- TVA	137 674	138 352	136 299 136 256	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	44	155	561 561	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées		94 045		18
Dette financière de l'Etat		1 532 320		19

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2014	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics		990	989	989
Dépenses de personnel		120 765	119 422	119 597
Dépenses de fonctionnement		52 757	56 237	56 004
Charges de la dette de l'Etat		43 159	44 886	44 886
Dépenses d'investissement		11 123	9 974	9 974
Dépenses d'intervention		69 560	65 765	65 709
Dépenses d'opérations financières		4 529	1 488	1 488
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>304 797</b>	<b>302 883</b>	<b>298 762</b>	<b>298 648</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	272 368	274 307	284 055	284 005
Recettes non fiscales	14 190	13 949	13 713	13 713
Prélèvements sur recettes	-74 678	-74 774	-78 020	-78 021
Fonds de concours	3 906	3 690	3 522	3 522
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>215 786</b>	<b>217 172</b>	<b>223 270</b>	<b>223 219</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>290 464</b>	<b>291 946</b>	<b>301 290</b>	<b>301 240</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-89 011</b>	<b>-85 710</b>	<b>-75 492</b>	<b>-75 429</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	482	193	584	584
Solde des comptes de concours financiers	-607	-295	-209	-209
Solde des comptes de commerce	117	186	137	137
Solde des comptes d'opérations monétaires	52	-819	-383	-383
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>44</b>	<b>155</b>	<b>561</b>	<b>561</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-88 967</b>	<b>-85 555</b>	<b>-74 931</b>	<b>-74 868</b>





	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2014	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>		<b>120 765</b>	<b>119 422</b>	<b>119 597</b>
Rémunérations d'activité		69 254	68 976	69 049
Cotisations et contributions sociales		50 750	49 674	49 777
Prestations sociales et allocations diverses		762	771	771
<b>AUTRES TITRES</b>		<b>182 117</b>	<b>179 340</b>	<b>179 052</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>		<b>990</b>	<b>989</b>	<b>989</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>		<b>52 757</b>	<b>56 237</b>	<b>56 004</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		26 833	30 074	29 868
Subventions pour charges de service public		25 924	26 163	26 136
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>		<b>43 159</b>	<b>44 886</b>	<b>44 886</b>
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		43 159	44 886	44 886
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>		<b>11 123</b>	<b>9 974</b>	<b>9 974</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat		9 797	8 503	8 503
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat		1 326	1 472	1 472
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>		<b>69 560</b>	<b>65 765</b>	<b>65 709</b>
Transferts aux ménages		26 558	25 751	25 706
Transferts aux entreprises		13 280	10 926	10 955
Transferts aux collectivités territoriales		6 401	7 451	7 454
Transferts aux autres collectivités		23 192	21 514	21 470
Appels en garantie		129	124	124
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>		<b>4 529</b>	<b>1 488</b>	<b>1 488</b>
Prêts et avances		558	219	219
Dotations en fonds propres		3 851	662	662
Dépenses de participations financières		119	607	607
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>304 797</b>	<b>302 883</b>	<b>298 762</b>	<b>298 648</b>



unité : million d'€	Prévision annuelle 2014		Cumul à fin décembre 2014		Cumul à fin décembre 2013 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>2 875</b>	<b>2 883</b>	<b>2 765</b>	<b>2 782</b>	<b>2 987</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	1 822	1 829	1 719	1 735	1 922
Diplomatie culturelle et d'influence	698	698	691	692	716
Français à l'étranger et affaires consulaires	356	357	355	355	349
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>2 994</b>	<b>2 785</b>	<b>2 881</b>	<b>2 713</b>	<b>2 614</b>
Administration territoriale	1 775	1 773	1 755	1 746	1 753
Vie politique, culturelle et associative	312	313	280	279	151
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	907	700	845	688	710
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>3 456</b>	<b>3 648</b>	<b>3 492</b>	<b>3 616</b>	<b>3 315</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	1 909	2 099	1 908	2 073	1 782
Forêt	322	315	306	298	296
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	504	504	516	512	505
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	721	731	761	733	732
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>4 058</b>	<b>2 802</b>	<b>3 721</b>	<b>2 753</b>	<b>2 967</b>
Aide économique et financière au développement	2 293	1 064	2 002	1 034	1 094
Solidarité à l'égard des pays en développement	1 765	1 738	1 719	1 719	1 873
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>2 938</b>	<b>2 941</b>	<b>2 924</b>	<b>2 946</b>	<b>3 013</b>
Liens entre la Nation et son armée	114	118	112	116	113
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 727	2 727	2 716	2 733	2 802
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	97	97	96	96	98
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>638</b>	<b>625</b>	<b>613</b>	<b>617</b>	<b>610</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	384	373	367	370	364
Conseil économique, social et environnemental	44	40	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	209	211	205	206	206
Haut Conseil des finances publiques	1	1	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>2 524</b>	<b>2 544</b>	<b>2 503</b>	<b>2 555</b>	<b>2 622</b>
Patrimoines	716	706	716	727	800
Création	724	745	733	766	762
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 084	1 094	1 054	1 062	1 060
<b>DEFENSE</b>	<b>42 980</b>	<b>40 002</b>	<b>42 050</b>	<b>39 871</b>	<b>38 968</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	1 977	1 977	1 903	1 868	1 859
Préparation et emploi des forces	23 347	22 861	23 536	23 404	23 828
Soutien de la politique de la défense	3 584	2 996	3 081	2 927	2 861
Equipement des forces	12 072	10 168	11 529	9 672	10 420
Excellence technologique des industries de défense (1)	2 000	2 000	2 000	2 000	0
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>1 320</b>	<b>1 283</b>	<b>1 161</b>	<b>1 227</b>	<b>1 131</b>
Coordination du travail gouvernemental	518	530	467	480	498
Protection des droits et libertés	98	93	58	87	87
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	577	534	510	534	546
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (1)	126	126	126	126	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES (3)</b>	<b>11 179</b>	<b>11 468</b>	<b>11 316</b>	<b>11 591</b>	<b>10 282</b>
Infrastructures et services de transports	4 997	5 629	4 562	5 072	5 134
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	196	197	189	186	182
Météorologie	199	199	199	199	211
Paysages, eau et biodiversité	288	265	231	243	245
Information géographique et cartographique	97	97	95	95	94
Prévention des risques	306	222	242	226	242
Energie, climat et après-mines	580	586	541	547	664
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (3)	2 941	2 699	3 683	3 450	3 509
Innovation pour la transition écologique et énergétique (1)	830	830	830	830	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (1)	470	470	470	470	0
Ville et territoires durables (1)	274	274	274	274	0



unité : million d'€	Prévision annuelle 2014		Cumul à fin décembre 2014		Cumul à fin décembre 2013 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>3 771</b>	<b>3 775</b>	<b>3 646</b>	<b>3 798</b>	<b>2 459</b>
Développement des entreprises et du tourisme	997	1 007	881	1 032	1 511
Statistiques et études économiques	464	460	457	459	459
Stratégie économique et fiscale	473	471	470	470	489
Projets industriels (1)	420	420	420	420	0
Innovation (1)	852	852	852	852	0
Economie numérique (1)	565	565	565	565	0
<b>EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE</b>	<b>8 376</b>	<b>8 335</b>	<b>7 567</b>	<b>7 615</b>	<b>7 613</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 360	1 360	1 470	1 469	1 398
Aide à l'accès au logement	5 193	5 193	5 193	5 193	5 161
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	566	522	470	514	589
Politique de la ville	453	456	435	439	466
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville	804	804	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>44 105</b>	<b>47 367</b>	<b>43 834</b>	<b>47 095</b>	<b>53 896</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	43 254	43 254	43 159	43 159	44 886
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	188	188	120	120	115
Epargne	494	494	385	385	576
Majoration de rentes	169	169	169	169	179
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	3 262	0	3 262	6 523
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	1 617
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>65 131</b>	<b>64 959</b>	<b>65 277</b>	<b>65 111</b>	<b>63 436</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	19 259	19 259	19 383	19 383	18 741
Enseignement scolaire public du second degré	30 466	30 466	30 511	30 511	29 881
Vie de l'élève	4 501	4 434	4 511	4 449	4 253
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 099	7 099	7 113	7 113	7 085
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 329	2 223	2 269	2 164	2 148
Internats de la réussite (1)	138	138	138	138	0
Enseignement technique agricole	1 340	1 340	1 353	1 354	1 329
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>11 447</b>	<b>11 298</b>	<b>11 215</b>	<b>11 263</b>	<b>11 394</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 437	8 296	8 288	8 276	8 349
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	194	184	177	178	201
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	843	869	836	878	873
Facilitation et sécurisation des échanges	1 631	1 595	1 601	1 577	1 598
Entretien des bâtiments de l'Etat	147	157	145	157	170
Fonction publique	196	196	168	197	203
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>721</b>	<b>733</b>	<b>712</b>	<b>727</b>	<b>705</b>
Immigration et asile	665	676	661	676	630
Intégration et accès à la nationalité française	56	57	51	52	75
<b>JUSTICE</b>	<b>7 403</b>	<b>7 726</b>	<b>7 385</b>	<b>7 661</b>	<b>7 661</b>
Justice judiciaire	3 053	3 077	2 993	3 054	3 060
Administration pénitentiaire	2 806	3 193	2 940	3 171	3 130
Protection judiciaire de la jeunesse	767	771	759	758	766
Accès au droit et à la justice	368	368	382	382	398
Conduite et pilotage de la politique de la justice	405	312	309	293	304
Conseil supérieur de la magistrature	4	4	3	3	4
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>853</b>	<b>799</b>	<b>840</b>	<b>789</b>	<b>952</b>
Presse	257	257	252	255	267
Livre et industries culturelles	313	259	304	251	259
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	133	133	133	133	278
Action audiovisuelle extérieure	151	151	151	151	148



unité : million d'€	Prévision annuelle 2014		Cumul à fin décembre 2014		Cumul à fin décembre 2013 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>OUTRE-MER</b>	<b>2 090</b>	<b>2 043</b>	<b>2 050</b>	<b>2 038</b>	<b>2 104</b>
Emploi outre-mer	1 387	1 374	1 383	1 371	1 453
Conditions de vie outre-mer	703	669	667	667	651
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>306</b>	<b>307</b>	<b>241</b>	<b>306</b>	<b>307</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	242	248	209	251	248
Interventions territoriales de l'Etat	64	60	32	55	58
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>990</b>	<b>990</b>	<b>990</b>	<b>990</b>	<b>989</b>
Présidence de la République	102	102	102	102	101
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	11	11	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
<b>PROVISIONS</b>	<b>326</b>	<b>26</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	326	26	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>30 669</b>	<b>30 904</b>	<b>30 692</b>	<b>30 554</b>	<b>25 792</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	12 538	12 788	12 664	12 743	12 788
Vie étudiante	2 448	2 459	2 463	2 451	2 329
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 002	4 942	4 961	4 720	4 908
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 278	1 278	1 261	1 261	1 273
Recherche spatiale	1 419	1 419	1 356	1 346	1 398
Ecosystèmes d'excellence (1)	3 987	3 987	3 987	3 987	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables (3)	1 600	1 610	1 589	1 608	1 499
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (1)	1 009	1 009	1 009	1 009	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	912	933	916	942	1 003
Recherche duale (civile et militaire)	60	60	61	61	177
Recherche culturelle et culture scientifique	110	112	109	111	111
Enseignement supérieur et recherche agricoles	307	307	316	316	304
<b>RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>6 498</b>	<b>6 498</b>	<b>6 506</b>	<b>6 506</b>	<b>6 438</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 116	4 116	4 129	4 129	4 109
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	825	825	820	820	840
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 557	1 557	1 557	1 557	1 490
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>2 737</b>	<b>2 663</b>	<b>2 776</b>	<b>2 738</b>	<b>2 727</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	864	767	815	759	767
Concours financiers aux départements	483	483	481	478	482
Concours financiers aux régions	923	923	983	983	922
Concours spécifiques et administration	467	490	496	517	556
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>96 255</b>	<b>96 254</b>	<b>96 127</b>	<b>96 131</b>	<b>86 215</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	84 658	84 658	84 625	84 629	74 570
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	11 597	11 597	11 502	11 502	11 645
<b>SANTE</b>	<b>1 391</b>	<b>1 391</b>	<b>1 391</b>	<b>1 390</b>	<b>1 389</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	631	631	631	630	645
Protection maladie	760	760	760	760	744
<b>SECURITES (3)</b>	<b>18 208</b>	<b>18 186</b>	<b>17 978</b>	<b>18 096</b>	<b>17 947</b>
Police nationale	9 538	9 593	9 430	9 467	9 340
Gendarmerie nationale	7 949	8 024	8 013	8 077	8 046
Sécurité et éducation routières	124	124	125	126	127
Sécurité civile (3)(4)	596	444	409	427	433



unité : million d'€	Prévision annuelle 2014		Cumul à fin décembre 2014		Cumul à fin décembre 2013 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SECURITE CIVILE (2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Intervention des services opérationnels (3)(4)	0	0	0	0	0
Coordination des moyens de secours (2)	0	0	0	0	0
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>14 278</b>	<b>14 288</b>	<b>14 381</b>	<b>14 323</b>	<b>13 427</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1 022	1 009	1 022	1 010	404
Actions en faveur des familles vulnérables	249	249	248	248	245
Handicap et dépendance	11 525	11 525	11 529	11 530	11 249
Egalité entre les femmes et les hommes	23	23	23	23	23
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	1 459	1 481	1 559	1 512	1 505
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>528</b>	<b>535</b>	<b>531</b>	<b>535</b>	<b>499</b>
Sport	235	242	236	242	255
Jeunesse et vie associative	210	210	211	209	245
Projets innovants en faveur de la jeunesse (1)	84	84	84	84	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>11 806</b>	<b>10 993</b>	<b>11 649</b>	<b>10 674</b>	<b>10 519</b>
Accès et retour à l'emploi	7 600	7 273	7 981	7 194	5 965
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	3 173	2 728	2 744	2 553	3 709
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	122	70	61	60	66
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	785	795	737	741	778
Formation et mutations économiques (1)	126	126	126	126	0
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>402 851</b>	<b>401 051</b>	<b>399 213</b>	<b>399 013</b>	<b>384 977</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>306 596</b>	<b>304 797</b>	<b>303 086</b>	<b>302 883</b>	<b>298 762</b>

(1) programme créé en 2014

(2) programme ou mission supprimé en 2014

(3) changement de libellé en 2014

(4) programme ayant changé de mission en 2014



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2014	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>74 716</b>	<b>75 389</b>	<b>72 519</b>	<b>72 519</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>2 828</b>	<b>2 780</b>	<b>4 287</b>	<b>4 287</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>57 073</b>	<b>58 436</b>	<b>61 914</b>	<b>61 914</b>
Impôt sur les sociétés	55 933	57 304	60 625	60 625
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 140	1 133	1 289	1 289
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>13 671</b>	<b>13 569</b>	<b>13 992</b>	<b>13 992</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	648	660	604	604
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	3 414	3 485	4 329	4 329
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	80	91	150	150
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	3	3	1	1
Impôt de solidarité sur la fortune	5 302	5 198	4 390	4 390
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	33	34	88	88
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	96	74	104	104
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	130	121	73	73
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	23	19	25	25
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	29	35	28	28
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	90	77	70	70
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	5	7	12	12
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	5	7	9	9
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	60	81	81	81
Recettes diverses	3 753	3 676	4 028	4 028
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>13 333</b>	<b>13 225</b>	<b>13 762</b>	<b>13 759</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>187 696</b>	<b>187 931</b>	<b>185 531</b>	<b>185 488</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>19 305</b>	<b>19 107</b>	<b>18 265</b>	<b>18 260</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	380	418	497	497
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	160	147	149	149
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	13	9	13	13
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	1 350	1 462	1 116	1 116



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2014	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	9 121	8 870	8 534	8 534
Contribution de sécurité immobilière	557	549	547	547
Autres conventions et actes civils	504	499	462	462
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	351	359	347	347
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès (1)	122	119	116	116
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	155	175	152	152
Timbre unique	253	219	209	209
Taxe sur les véhicules de société	150	150	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	347	323	350	350
Autres droits et recettes accessoires	10	5	4	4
Amendes et confiscations	40	48	127	127
Taxe générale sur les activités polluantes	390	344	381	381
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	28	29	29	29
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	166	170	171	171
Autres droits et recettes à différents titres	4	6	14	14
Taxe sur les achats de viande	0	0	1	1
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	51	49	50	50
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	52	51	51	51
Taxe sur certaines dépenses de publicité	29	27	28	28
Taxe de l'aviation civile	96	76	94	94
Taxe sur les installations nucléaires de base	576	577	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	29	30	28	28
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	1 994	2 077	1 909	1 909
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	701	689	708	708
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	486	452	434	434
Prélèvements sur les paris sportifs	184	186	148	148
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	67	61	69	64
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	7	88	88
Taxe sur les transactions financières	768	771	706	706
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	2	8	9	9
Autres taxes	169	143	146	146
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>368 622</b>	<b>370 437</b>	<b>370 270</b>	<b>370 220</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>272 368</b>	<b>274 307</b>	<b>284 055</b>	<b>284 005</b>

(1) changement de libellé en 2014



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2014	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>6 020</b>	<b>6 275</b>	<b>6 286</b>	<b>6 286</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	1 870	1 876	1 556	1 556
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	205	332	510	510
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	3 945	4 067	4 221	4 221
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>2 045</b>	<b>1 905</b>	<b>1 827</b>	<b>1 827</b>
Revenus du domaine public non militaire	245	206	238	238
Autres revenus du domaine public	210	204	104	104
Revenus du domaine privé	63	47	46	46
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	252	291	263	263
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 165	1 078	1 093	1 093
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	88	66	69	69
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du Domaine	21	14	13	13
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>1 116</b>	<b>1 081</b>	<b>1 098</b>	<b>1 098</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	466	502	479	479
Autres frais d'assiette et de recouvrement	507	494	481	481
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	60	57	66	66
Produits de la vente de divers biens	2	0	0	0
Produits de la vente de divers services	66	13	57	57
Autres recettes diverses	15	15	15	15
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>476</b>	<b>439</b>	<b>498</b>	<b>498</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	172	161	229	229
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	5	2	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	39	39	38	38
Intérêts des autres prêts et avances	82	59	73	73
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	136	139	113	113
Autres avances remboursables sous conditions	8	1	9	9
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	13	14	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	21	24	22	22





	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2014	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>1 258</b>	<b>1 091</b>	<b>1 086</b>	<b>1 086</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	454	415	447	447
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	200	113	276	276
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	20	48	19	19
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	15	14	12	12
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	545	477	310	310
Frais de poursuite	14	11	13	13
Frais de justice et d'instance	7	10	7	7
Intérêts moratoires	2	0	0	0
Pénalités	1	3	2	2
<b>Divers (F)</b>	<b>3 275</b>	<b>3 158</b>	<b>2 917</b>	<b>2 917</b>
Reversements de Natixis	100	60	61	61
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	700	725	840	840
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	733	733	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	116	130	325	325
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	165	180	155	155
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	11	9	10	10
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	40	40
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	82	82	74	74
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	1	0	0	0
Frais d'inscription	10	9	8	8
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	11	10	10	10
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	6	5	5	5
Récupération d'indus	50	49	44	44
Recouvrements après admission en non-valeur	210	171	179	179
Divers versements de l'Union européenne	39	23	39	39
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	20	63	63
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	34	20	30	30
Recettes diverses en provenance de l'étranger	3	3	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	3	3
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	275	220	237	237
Produits divers	346	347	189	189
Autres produits divers	330	357	603	603
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>14 190</b>	<b>13 949</b>	<b>13 713</b>	<b>13 713</b>



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2014	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-54 331</b>	<b>-54 426</b>	<b>-55 564</b>	<b>-55 565</b>
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-40 121	-40 117	-41 502	-41 503
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-21	-21	-21	-21
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-25	-20	-22	-22
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-5 880	-5 911	-5 575	-5 575
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 779	-1 789	-1 862	-1 862
Dotations élu local	-65	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-39	-36	-36
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-501	-499	-499
Dotations départementales d'équipement des collèges	-326	-326	-326	-326
Dotations régionale d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-5	-3	-2	-2
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	-3	-3	-69	-69
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-3 325	-3 325	-3 325	-3 325
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-744	-736	-813	-813
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-430	-505	-407	-407
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-292	-292	-368	-368
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	-1	-1	-2	-2
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	-2	-2
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-3	-3	-3	-3
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (2)	-83	-83	0	0
Dotations exceptionnelles de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (2)	-23	-22	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-20 347</b>	<b>-20 347</b>	<b>-22 456</b>	<b>-22 456</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-74 678</b>	<b>-74 774</b>	<b>-78 020</b>	<b>-78 021</b>
<b>Fonds de concours</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		3 422	3 151	3 151
Fonds de concours - coopération internationale		267	370	370
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>3 906</b>	<b>3 690</b>	<b>3 522</b>	<b>3 522</b>

(1) changement de libellé en 2014

(2) ligne créée en 2014



unité : million d'€.

	Prévision annuelle 2014			Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Soldes	Dépenses		Recettes		Soldes	
				2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>70 925</b>	<b>71 407</b>	<b>482</b>	<b>67 466</b>	<b>70 887</b>	<b>67 659</b>	<b>71 471</b>	<b>193</b>	<b>584</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	270	270	0	194	282	335	277	141	-5
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 402	1 402	0	1 333	1 315	1 316	1 383	-17	68
Développement agricole et rural	127	126	-1	132	107	117	121	-15	14
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	377	377	0	251	348	376	374	126	27
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	866	774	-92	785	814	678	676	-107	-138
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	550	470	-80	576	570	533	406	-43	-164
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	11	11	0	16	1 066	16	0	0	-1 066
Participation de la France au désendettement de la Grèce	501	399	-102	501	599	399	1 006	-102	407
Participations financières de l'Etat	10 012	10 012	0	7 286	9 872	6 868	11 092	-418	1 220
Pensions	56 500	57 257	757	56 279	55 602	56 913	55 812	634	210
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	309	309	0	114	312	109	325	-5	13
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>123 611</b>	<b>123 004</b>	<b>-607</b>	<b>118 528</b>	<b>110 942</b>	<b>118 233</b>	<b>110 733</b>	<b>-295</b>	<b>-209</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	7 542	7 549	7	7 022	6 634	7 007	6 769	-16	135
Avances à l'audiovisuel public	3 551	3 551	0	3 551	3 448	3 552	3 448	1	1
Avances aux collectivités territoriales	97 538	98 604	1 066	93 649	91 072	94 487	90 697	838	-375
Avances aux organismes de sécurité sociale	12 692	12 692	0	12 632	9 214	12 592	9 220	-40	5
Prêts à des Etats étrangers	977	589	-388	556	541	580	593	24	51
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1 311	19	-1 292	1 117	33	15	6	-1 102	-27
<b>Comptes de commerce</b>			<b>117</b>	<b>49 142</b>	<b>50 799</b>	<b>49 328</b>	<b>50 936</b>	<b>186</b>	<b>137</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires				692	768	725	815	32	47
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire				160	163	159	160	-1	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat				2 079	2 150	2 079	2 150	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat				644	606	634	596	-10	-10
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat				45 502	46 901	45 635	47 109	134	208
Gestion des actifs carbonés de l'Etat (1)				0	129	0	0	0	-129
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes				3	9	8	9	6	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses				0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines				40	45	67	71	27	26
Régie industrielle des établissements pénitentiaires				21	28	21	26	0	-2
Renouvellement des concessions hydroélectriques				1	1	0	0	-1	-1
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>			<b>52</b>	<b>3 273</b>	<b>2 278</b>	<b>2 454</b>	<b>1 895</b>	<b>-819</b>	<b>-383</b>
Emission des monnaies métalliques				168	192	235	249	67	58
Opérations avec le Fonds Monétaire International				3 090	2 062	2 200	1 630	-890	-433
Pertes et bénéfices de change				15	24	19	16	4	-8
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>			<b>44</b>	<b>238 410</b>	<b>234 907</b>	<b>237 675</b>	<b>235 035</b>	<b>-735</b>	<b>128</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>			<b>44</b>	<b>235 319</b>	<b>232 844</b>	<b>235 475</b>	<b>233 405</b>	<b>155</b>	<b>561</b>

(1) mission supprimée courant 2014



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2014
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	465	137	602
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
	La Poste	1	1	2
	Autres organismes à caractère financier	223	-5	218
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>701</b>	<b>133</b>	<b>833</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 204	-278	926
	Départements	4 702	-78	4 624
	Communes	18 791	-318	18 472
	HLM	372	-11	360
	Autres CEPL	19 355	93	19 448
	<b>Total CEPL</b>	<b>44 424</b>	<b>-593</b>	<b>43 831</b>
	<b>Hôpitaux</b>	<b>4 475</b>	<b>-188</b>	<b>4 287</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 521	438	9 959
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 355	1 514	3 868
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 208	453	2 660
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	803	-40	763
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>14 886</b>	<b>2 365</b>	<b>17 251</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>11 953</b>	<b>-1 164</b>	<b>10 788</b>	
<b>Communautés européennes</b>	<b>166</b>	<b>1 740</b>	<b>1 906</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	69	-23	46	
GIP	433	145	577	
EPLÉ	1 802	129	1 931	
Autres correspondants	12 122	41	12 163	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	74	-36	38	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>14 500</b>	<b>256</b>	<b>14 756</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>91 103</b>	<b>2 548</b>	<b>93 651</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	<b>781</b>	<b>-428</b>	<b>353</b>
	<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	<b>3 482</b>	<b>-3 442</b>	<b>40</b>
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	<b>2</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>4 265</b>	<b>-3 872</b>	<b>394</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>95 368</b>	<b>-1 323</b>	<b>94 045</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		<b>1</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>
<b>Total Actif (B)</b>		<b>2</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>95 366</b>	<b>-1 322</b>	<b>94 045</b>



	Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2014
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 457 220</b>	<b>70 342</b>	<b>1 527 562</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 066 941	129 602	1 196 543
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	905 045	114 503	1 019 548
- <i>taux variable</i>	142 776	14 393	157 169
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	216 436	-60 702	155 734
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	204 641	-61 204	143 437
- <i>taux variable</i>	11 284	436	11 720
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	173 843	1 442	175 285
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes exigibles	0	0	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	0	0	0
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>4 426</b>	<b>332</b>	<b>4 758</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 461 645</b>	<b>70 675</b>	<b>1 532 320</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2013 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2013 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2014.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **Prévision**

La colonne « Prévision » comprend la loi de finances initiale, les lois de finances rectificative et les fonds de concours.